

Vœu pour l'interdiction et la suppression des dispositifs anti-sdf sur l'espace public du 6e arrondissement

Déposé en conseil d'arrondissement du 19 janvier 2021

- Considérant que l'espace public se doit de pouvoir être partagé en fonction des besoins de chacun et chacune
- Considérant la précarité, la grande détresse ainsi que le sentiment de rejet et d'exclusion dont sont victimes les personnes sans-abri
- Considérant l'« innovation » constante des dispositifs dits anti-sdf sur l'espace public (clous, picots, grilles, bancs avec accoudoirs central, mini-poteaux, ...)
- Considérant le travail de la fondation Abbé Pierre et l'organisation annuelle de la cérémonie des Pics d'Or pour sensibiliser l'opinion publique à ce sujet et rappeler que la collectivité toute entière a le devoir de respecter la dignité des personnes en errance
- Considérant le vœu en ce sens déposé par l'Exécutif (Vœu 16 bis) et adopté en Conseil de Paris le 17 novembre 2020
- Considérant le fait que ces dispositifs pénalisent non seulement les personnes sans abri mais aussi tous ceux qui veulent pouvoir flâner librement et se reposer pendant leur promenade,
- Considérant que ce qui est un simple confort pour les personnes valides est une nécessité pour celles qui le sont moins, en particulier les personnes âgées qui ont besoin de faire une pause dans leurs déplacements, et que dans cette optique un banc sur lequel elles peuvent s'asseoir mais aussi se relever est une condition de leur autonomie
- Considérant de façon plus générale l'intérêt d'un espace public inclusif et bienveillant au service des habitants

Sur proposition d'Antoinette Kis, le conseil d'arrondissement exprime le vœu

- Que la Mairie du 6e, en lien avec la fondation Abbé Pierre, signe la déclaration des droits des personnes sans-abri jointe à ce vœu,
- Que soient recensés dans le 6e tous les dispositifs anti-SDF existants,
- Que la Mairie du 6e demande à la ville de Paris que tous les dispositifs anti-SDF présents sur son espace public (et notamment certains des bancs Boulevard Raspail, qui sont également peu commodes pour nos concitoyens les plus âgés du fait de l'absence de dossier et d'accoudoirs) soient retirés et remplacés par du mobilier urbain inclusif,
- Que notre arrondissement se déclare volontaire à ce que cette interdiction de mobilier anti-SDF soit retranscrite dans le prochain plan local d'urbanisme de la Ville
- Que notre arrondissement fasse un recensement des places publiques où les seuls bancs qui existent sont ceux des cafés et propose de les équiper (notamment place Saint-Michel) avec des bancs publics, permettant à chacun de profiter sereinement de ces endroits sans être obligés de consommer nécessairement,
- De façon plus générale que notre arrondissement lance une concertation en lien avec les habitants et les conseils de quartier pour équiper l'espace public de bancs supplémentaires partout où cela peut contribuer à l'agrément du promeneur et à la sécurité des personnes âgées et vulnérables et notamment dans la partie sud de l'arrondissement.

Pourquoi une Déclaration des droits des personnes sans abri ?

Initiée par la Fondation Abbé Pierre et la Feantsa (feantsa.org) dans le cadre d'Housing Rights Watch (housingrightswatch.org) et de sa campagne « La pauvreté n'est pas un crime », visant à lutter contre la criminalisation croissante des personnes sans abri, cette Déclaration s'inscrit dans un cadre européen.

Issue d'un large débat, cette Déclaration est confiée aux personnes, aux institutions et organisations qui entendent participer au développement des droits, libertés et responsabilités qu'elle énonce.

Elle vise plusieurs objectifs :

- Informer les personnes de leurs droits fondamentaux et les encourager à les faire valoir, lutter contre le non recours au droit ;
- Sensibiliser les accompagnants - salariés et bénévoles - de l'ensemble des structures sociales ainsi que le grand public ;
- Interpeller l'État et les collectivités en leur rappelant leurs obligations en matière d'accueil et d'accompagnement des personnes sans abri.

Les associations ayant contribué à rédiger cette Déclaration :

Fondation Abbé Pierre - Housing Right Watch - Feantsa France.

La déclaration, les textes de référence et la liste des partenaires qui la soutiennent sont disponibles sur le site de la Fondation Abbé Pierre :

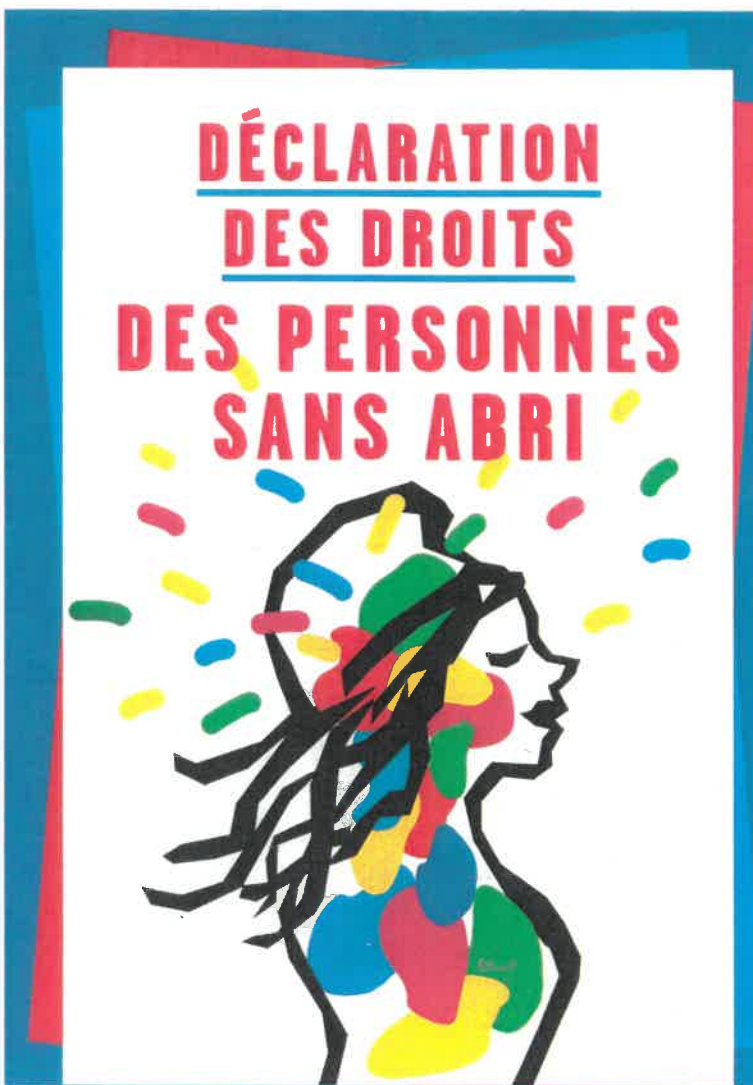
fondation-abbe-pierre.fr/droitsdespersonnessansabri

Si vous souhaitez également soutenir la Déclaration :
contactez par mail Sarah Coupechoux : **scoupechoux@fap.fr**



Fondation Abbé Pierre
3 rue de Romainville - 75019 Paris
T/ 01 55 56 37 46
www.fondation-abbe-pierre.fr

Nous Travaillons Ensemble 18



Considérant les inégalités liées à la condition sociale qui contredisent l'universalité des droits humains et rendent arbitraire leur protection ;

Considérant que toute personne vivant dans la rue, en hébergement d'urgence ou dans un bidonville est considérée comme sans-abri ;

Considérant l'égalité de tout être humain, le respect des droits est un impératif pour combattre l'indifférence ou le mépris qui maintient les personnes en situation d'exclusion ;

Considérant que l'accès au logement est une condition préalable à l'exercice de nombreux droits fondamentaux ;

Considérant que le droit à un logement décent est un droit fondamental ;

La présente Déclaration réaffirme **les droits fondamentaux résultant de la Constitution**, des obligations internationales et du droit national dans leur dimension concrète, en ce qu'ils **permettent effectivement aux personnes sans abri de cesser de l'être** et de jouir des mêmes droits que tout être humain.

DÉCLARATION DES DROITS DES PERSONNES SANS ABRI

ARTICLE 1

LE DROIT AU LOGEMENT

Le premier droit de toute personne sans abri est de cesser de l'être.

Toute personne sans abri a le droit d'accéder à un logement.

Les services publics et privés permettant l'accès à habitat doivent être accessibles à tous.

Toute personne sans abri doit pouvoir être accueillie et accompagnée pour faire valoir ses droits, même dans le cadre de la dématérialisation et de la numérisation des services publics.

ARTICLE 2

LE RESPECT DU DOMICILE

Tout abri, qu'il soit de fortune ou mis à disposition par une institution publique ou privée, à titre gratuit ou avec contrepartie, constitue le domicile des occupants et doit être reconnu et respecté en tant que tel.

Toute personne sans abri a droit à l'intimité et au respect de sa vie privée.

ARTICLE 3

LE RESPECT DE SES BIENS

Nul ne doit subir la destruction ou la rétention de ses biens et de ses effets personnels.

Tout habitat, quelle que soit sa forme, et les biens qu'il comprend, doivent être protégés.

ARTICLE 4

LE RESPECT DES PROCÉDURES

Nul ne peut faire l'objet de menaces ou de contraintes de la part d'un propriétaire ou d'un gestionnaire, des forces de l'ordre ou de toute autre personne afin de lui faire quitter le lieu qu'il occupe, y compris une habitation de fortune, un terrain, un centre d'hébergement ou un logement d'insertion.

Dans le cas contraire, l'auteur de ces faits est passible de sanctions judiciaires.

ARTICLE 5

LE DROIT À LA DOMICILIATION

Toute personne a droit à une élection de domicile.

ARTICLE 6

LA LIBERTÉ DE SE DÉPLACER ET DE S'INSTALLER DANS L'ESPACE PUBLIC

Toute personne sans abri a le droit d'utiliser l'espace public pour aller et venir librement et se reposer sans entrave ni limite de temps. Cela inclut notamment les bancs publics, les trottoirs, les parcs, les transports, les bâtiments publics.

ARTICLE 7

LE DROIT AUX PRATIQUES DE SURVIE

Toute personne sans abri a droit aux pratiques de survie.

La mendicité ou le glanage ne sauraient être interdits ni contingentés à certains espaces.

ARTICLE 8

LE RESPECT DES BESOINS FONDAMENTAUX

Toute personne sans abri a droit à l'alimentation et à l'hygiène. Elle doit pouvoir accéder aux équipements et aux services sanitaires de base, notamment à l'eau potable, aux douches, aux toilettes et à l'électricité. Le ramassage des ordures ménagères doit être assuré aux abords des habitats de fortune.

Ces services doivent exister en quantité suffisante pour que leur accessibilité ne soit pas un obstacle à l'hygiène et à la santé.

ARTICLE 9

L'ACCÈS AUX SERVICES ET AUX DROITS SOCIAUX

Toute personne sans abri a droit au secours et à la sécurité et doit pouvoir bénéficier des « services d'urgence ».

Les secours médicaux et la protection des forces de l'ordre doivent être assurés à tous. Toute personne sans abri doit pouvoir bénéficier, si elle le souhaite, d'une prise en charge inconditionnelle et immédiate dans une structure d'urgence.

Toute personne sans abri a le droit de bénéficier des services publics.

Toute personne sans abri a droit à la protection maladie, à la protection sociale, à la scolarisation.

Toute personne sans abri a droit à l'ouverture d'un compte bancaire.

ARTICLE 10

L'INTERDICTION DE DISCRIMINER

Nul ne peut être discriminé du fait de l'absence de domicile ou de son mode d'habitation.

ARTICLE 11

LE RESPECT DU DROIT DE VOTE

L'organisation des élections doit permettre aux personnes sans abri de s'inscrire sur les listes électorales et d'accéder au vote.

ARTICLE 12

LA PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Les personnes sans abri ont droit au respect de la confidentialité de leurs données personnelles.

Les services sociaux, les centres d'hébergement, et plus globalement l'ensemble des services publics et privés doivent assurer la protection contre la divulgation des informations personnelles.

ARTICLE 13

LA PARTICIPATION DIRECTE DES PERSONNES

Toute personne sans abri a le droit de participer à la conception, à la mise en œuvre et à l'évaluation des politiques publiques qui la concernent et au fonctionnement des services qu'elle fréquente.

ARTICLE 14

LA LIBERTÉ D'EXPRESSION CULTURELLE ET ARTISTIQUE

Toute personne sans abri a le droit d'accéder et de participer librement à la vie culturelle.